

Quelle légitimité pour l'autorité?

Jean-Pierre
LEBRUN

Les enseignants se plaignent: les élèves "n'obéissent" plus; ils ne respectent plus les exigences, même minimales. Du coup, les premiers se doivent à des contorsions sans précédent qui les amènent à passer de la séduction à la tolérance excessive, de l'envie de démissionner au vœu du retour à l'autorité d'antan, au risque d'un autoritarisme qui pousse l'élève au défi de soutenir l'escalade.

A qui la faute? A. l'État, à l'insuffisance des moyens qu'il donne aux enseignants, au manque de personnel, à la restriction des budgets, à tel décret qui impose de préparer les élèves à être des citoyens responsables sans préciser comment il faut s'acquitter de cette tâche...

Aux parents qui ne disent plus "Non!" à leurs enfants, qui n'osent plus contrecarrer leur enfant-roi, qui systématiquement prennent position à l'encontre de l'enseignant, considéré injuste de n'attribuer que la cote méritée, qui sont disposés à en appeler au juridique pour lever la sanction que l'école a osé infliger à leur chéri...

Au directeur, qui ne soutient plus son autorité mais contre qui chacun s'élèverait s'il avait le malheur de s'en tenir à une décision qui n'aurait pas fait consensus, qui ne fait pas le poids face au pouvoir administratif dont il dépend, qui n'arrive pas à satisfaire tout le monde - si tant est qu'il ne soutienne pas arbitrairement tel au détriment de tel autre...

Au collègue, qui n'a pas la même conception de l'enseignement que moi, qui laisse faire ce que j'arrive encore à interdire ou qui interdit encore ce que je ne peux plus que laisser faire...

Aux élèves enfin, qui connaissent aujourd'hui mieux leurs droits que leurs devoirs, qui n'en font plus une ou qui sont trop malins pour devoir travailler, qui sont devenus champions dans l'art d'éviter les conséquences de leurs actes...

Heureusement, pour certains enseignants, il reste le charisme... mais pour beaucoup d'autres c'est la déprime, en attendant la retraite qu'heureusement on peut parfois anticiper.

L'autorité en crise

Difficile de ne pas constater que tout ce qui précède n'est que le symptôme d'une crise inédite de l'autorité. Mais laquelle? Et d'abord, qu'est-ce que l'autorité?

Disons rapidement que parler ou intervenir d'autorité suppose l'absence de toute persuasion comme de toute violence. En revanche, exercer une autorité suppose que soit reconnue implicitement la légitimité d'une place prévalente, donc aussi la différence des places. Dispose donc de l'autorité celui à qui l'on reconnaît qu'à partir de la place qu'il occupe, ce qu'il dit n'a pas la même valeur que ce que disent ceux qui n'occupent pas cette place. Une différence de statut de la parole est ainsi reconnue symboliquement, qui implique que cette reconnaissance ne dépende pas seulement de l'accord de l'autre, mais bien plutôt de l'adhésion - implicite ou explicite - à un pacte qui antécède et dépasse les interlocuteurs en présence.

Mais qu'est-ce qui légitime d'occuper la place d'autorité? A cette question, deux réponses seulement. Soit le seul fait de dire: c'est ce qui fait l'autorité du chef, du père, du patron, de l'orateur, de celui qui n'est pas sur le même pied que les autres, donc aussi de chacun lorsqu'il parle de son propre chef. Soit la cohérence de ce qui est dit: c'est ce qui fait l'autorité du scientifique, de l'expert, du savant, lorsqu'il est dans le champ de ses compétences, de celui qui a été reconnu comme ayant les connaissances nécessaires, mais donc aussi de tout un chacun lorsqu'il se réfère à un savoir reconnu pour prendre une décision.

Cette double modalité de l'autorité coexiste en chacun de nous. Pour soutenir notre parole, il nous arrive de nous référer au seul fait de l'avoir dite - ainsi en est-il lorsque je dis "Je t'aime" -, mais il nous arrive aussi de nous référer à un ensemble de connaissances.

L'irruption de la science

La survenue du discours de la science moderne a déplacé la primauté du premier de ces modes de validation sur l'autre, à tel point qu'aujourd'hui, dans



DOSSIER

EXPOSANT

N 3 / 2001
JANVIER / FÉVRIER

21

notre fonctionnement social, se soutenir de sa seule place, de son seul dire est considéré comme désuet, voire périmé. Ce déplacement de légitimité de l'autorité a progressivement contaminé tout notre champ social et aujourd'hui, l'évolution des techniques aidant, c'est à un ébranlement du soubassement symbolique de l'autorité auquel nous assistons.

Il nous faut prendre l'ampleur des effets d'une telle mutation: aujourd'hui, la majorité des connaissances sont scientifiques et ont des effets dans le réel. L'autorité de la science donne dès lors au profane l'impression d'une légitimité à toute épreuve; elle se propose comme une autorité plus consistante puisque se référant à une certitude soi-disant absolue. On ne discute pas les formules d'Einstein, en tout cas pas Monsieur tout-le-monde... Dans ce mouvement, l'autorité "ancien modèle" est évidemment dévalorisée, voire purement et simplement désavouée. Mieux - ou pire, c'est selon - il est attendu désormais qu'elle soit nettoyée de toute scorie d'im-

Réinventer l'autorité

En dépit de la crise qui l'atteint, l'autorité est, reste et restera une affaire de parole. C'est bien là ce que la psychanalyse peut apporter comme éclairage à cette question. L'urgence d'une solidarité s'impose dès lors face à ce moment inédit qui pourrait s'avérer soit extraordinairement créateur, soit profondément mortifère. Nous ne pouvons plus compter sur le fait d'hériter de l'autorité du maître d'hier, mais ceci revient à dire que chacun doit désormais assumer cette autorité sans l'appui de la tradition. Rien n'autorise à s'en démettre. Il nous faut en revanche la re-inventer, sans les apparentes garanties que lui donnait la transmission hiérarchique. Pas de lamentation donc, pas de sous-estimation de la difficulté non plus, pas de vaine nostalgie, pas de mépris pour la nouveauté, mais en revanche, une obligation d'inventer.

N'est-ce pas déjà ce qu'avait Hannah ARENDT lorsqu'elle écrivait: *"Vivre dans un domaine politique*



plication subjective, du moindre risque de contamination par l'arbitraire du sujet qui engage sa subjectivité dans son jugement.

Mais ce faisant, c'est l'exercice de l'autorité lui-même qui est délégitimé. Impossible, en effet, d'exercer une quelconque autorité sans assumer de lire subjectivement la façon d'interpréter la règle commune. La crise de l'autorité s'avère dès lors une crise de la légitimité. Et comme le dit la fable, ils n'en mouraient pas tous, mais tous étaient frappés... La faute n'incombe donc ni aux parents, ni à l'État, ni aux collègues, ni aux élèves mais aux modifications symboliques du social subverti par la modernité, ceci n'excluant d'ailleurs pas notre responsabilité à tous.

sans l'autorité ni le savoir concomitant que la source de l'autorité transcende le pouvoir et ceux qui sont au pouvoir, veut dire se trouver à nouveau confronté, sans la confiance religieuse en un début sacré ni la protection de normes de conduite traditionnelles et par conséquent évidentes, aux problèmes élémentaires du vivre-ensemble des hommes".

La crise de l'autorité met l'enseignant en demeure de relever seul, dans sa classe - mais avec les autres, dans le social - le défi de la modernité. ■

Jean-Pierre LEBRUN est psychiatre et psychanalyste, auteur de *"De la maladie médicale"* (De Boeck), *"Un monde sans limite"* (Erès) et *"Malaise dans la subjectivation"* (Erès, sous presse).

1. Hannah ARENDT, *La crise de la culture*, Qu'est-ce que l'autorité?, Folio essai, 1972, p. 185.